

# Les CPAS ne veulent pas être fusionnés aux communes

■ La Fédération wallonne des CPAS s'inquiète des mesures annoncées par l'exécutif wallon.

**L**e conclave budgétaire du gouvernement wallon venait à peine de débiter et, pour la énième fois cette année, la Fédération wallonne des CPAS lançait, hier à Namur, un cri d'alarme qui vire presque au cri de désespoir à l'égard notamment du gouvernement fédéral mais également de la coalition PS-CDH. Cette dernière, dans sa déclaration de politique régionale (DPR) évoque la possibilité (et pas l'obligation) de fusionner les structures des CPAS wallons avec les structures communales: "C'est clairement une fausse bonne idée. On pense qu'en fusionnant des structures on réalise inévitablement des économies, c'est faux", explique le président de la Fédération wallonne des CPAS et président du CPAS de Liège, Claude Emonts (PS). Il y voit également une erreur plus grave encore: "De tout temps l'aide sociale a été faite en dehors du champ des communes. Il faut la protéger contre d'éventuelles manipulations ou pressions politiques. S'il y a fusion, l'aide sociale sera un secteur comme un autre au moment de faire le budget d'une commune. On risque alors de ne plus protéger les gens les plus défavorisés".

## Des intercommunales d'aide sociale

Il tient aussi à rappeler que la Fédération

wallonne des CPAS n'est pas opposée à certaines synergies avec les communes: "Nous n'avons pas attendu la DPR pour ça. Nous ne contestons pas certaines mises en commun. Un travailleur social ne peut être remplacé par un policier ou un balayeur. Un seul directeur général ne suffira pas. Le travail administratif d'un dossier d'endettement n'est pas celui d'un dossier d'état civil. L'argument d'économie pour justifier la fusion est un miroir aux alouettes".

Les représentants du conseil d'administration de la Fédération wallonne des CPAS préféreraient manifestement que l'on rapproche certains CPAS. "Pour des plus petites entités ça peut se justifier" précisait-ils, hier à Namur, évoquant ainsi l'idée d'un système d'intercommunale d'aide sociale.

## Une vraie "galerie des horreurs"

Mais cette volonté du gouvernement wallon ne constitue pas la seule inquiétude des CPAS wallons, loin s'en faut. Leur première crainte? Les exclusions du chômage programmées pour le 1<sup>er</sup> janvier prochain: "Des centaines de personnes arriveront dans le courant du mois de janvier par vagues dans nos CPAS. Nous souhaitons utiliser les 5% supplémentaires du remboursement

du revenu d'intégration octroyés par le fédéral pour atténuer le surcoût lié aux exclusions. Nous voulons créer, par endroits, des structures d'accueil temporaires. Nous avons peur que la Région nous oblige à venir indirectement au secours des budgets communaux et donc de ne pas pouvoir le faire" explique Eric

Massin, président du CPAS de Charleroi.

Les autres craintes des CPAS wallons concernent la réforme des points APE qui pourrait tourner à la "catastrophe", la charge des pensions "un bazooka chargé sur nos têtes", l'avenir des maisons de repos, "aucun crédit n'est prévu à cet effet dans la DPR", l'insertion professionnelle, l'avenir des étudiants aidés par les CPAS ou encore l'avenir des relais sociaux "qui touchent directement la grande précarité". Une vraie "galerie des horreurs"!

Stéphane Tassin

# 30%

## DES EXCLUS DU CHÔMAGE

Pour la Fédération des CPAS, une vague sans précédent va déferler dans leurs bureaux.

**3 Questions à****CLAUDE EMONTS**

Président du CPAS de Liège et de la Fédération wallonne des CPAS.

**1 Ce n'est pas la première fois que la Fédération lance un cri d'alarme. Vous en avez marre?**

*Nous sommes écoutés mais pas entendus. J'en ai marre d'entendre des propos qui nous traitent de pleurnichards. Les personnes dont nous nous occupons ne sont pas des trottoirs. Nous traitons des êtres humains et une vraie détresse. Des gens*

*qui pleurent vraiment chez nous, il y en a beaucoup. Comme les enseignants dans une certaine mesure, nous touchons aux choses essentielles de la vie.*

**2 En tant que président de CPAS, vous êtes membre d'un parti politique, le PS en l'occurrence, au pouvoir en Wallonie. Vos paroles n'ont-elles aucun poids?**

*Lorsque je l'ai interpellé sur ce sujet, le ministre wallon Paul Furlan (NdlR: PS) a dit : moi je suis chargé d'appliquer la DPR. A l'heure actuelle c'est chacun pour ses fesses. Chacun se sert d'abord avant de penser à nous. Nous dépendons de tout le monde et nous sommes au bout de la chaîne, c'est désespérant. Dans mon parti, il y a des gens qui trouvent que je suis un pleurnichard et un quémandeur. C'est vrai que je quémande beaucoup mais c'est pour de bonnes raisons. Tout le monde ne pense pas ça au*

*niveau des élus, Je veux évidemment être nuancé, c'est important.*

**3 Vous avez le sentiment de tutoyer la misère la plus sombre?**

*La salle d'attente d'un CPAS n'est pas fréquentée par le même monde que la salle d'attente d'un bureau de l'état civil. Quand je dis cela au niveau politique on ne me croit pas. J'invite tous ceux qui doutent à venir passer une matinée dans la salle d'attente du CPAS de Liège. Beaucoup d'élus ne sont pas sensibilisés à ce qui se passe dans les CPAS. Ce qui domine, c'est l'incompréhension de nos mécanismes et de nos manières de travailler. Et malgré la voix délibérative dont dispose le président du CPAS au collège communal, on n'est pas davantage pris en compte lors de la confection des budgets.*

## Edito

### Le CPAS, ultime rempart contre la misère

Par Stéphane Tassin

**L**es présidents des CPAS wallons lançaient jeudi un énième cri d'alarme: "à force de charger la barque, elle finira par couler". Ce cri de désespoir est inquiétant pour deux raisons. Pourquoi, tout d'abord, ces appels sans fin? La question des CPAS n'arrange pas les politiques. On a le désagréable sentiment qu'ils ne l'entendent pas ou, pire, qu'ils ne veulent pas l'entendre. Comme si la seule évocation du

mot provoquait des maladies honteuses. Songeons ensuite à l'avenir des personnes qui survivent grâce aux CPAS. Si on part du principe que tous les constats livrés sont exacts, alors l'horreur est à nos portes. Notre société est-elle à ce point égoïste pour laisser dépérir, voire mourir ceux qui n'ont déjà pas grand-chose? Nous parlons de 2,5 % de la population qui ont recours au service des CPAS du pays. Les éternels clichés ont toujours bon dos: "ils travaillent au noir", "ils ont de grandes télés", "ils abusent du système pendant que je me crève au travail", "ils picolent"... Certains, peut-être, mais certainement pas la grande majorité. Comme dans tous les milieux –

politique, bancaire, journalistique, enseignant, sportif, associatif, religieux, etc. – il existe un nombre marginal de tricheurs. Doit-on pour autant condamner tout le monde? Ne doit-on pas plutôt accepter de vivre avec cette attitude désagréable mais humaine et supporter la part nécessaire de solidarité pour eux comme pour tous ceux qui ne trichent pas? Sans cela, nous prenons le risque de laisser dépérir des êtres humains. Posons-nous cette ultime question: que fait-on des déshérités que l'on ne pourra plus aider faute de moyens suffisants? Cette question-là est fondamentale.